

## Ensemble ou séparément : l'Argentine, le Brésil et l'ALENA

douaniers sur les échanges intérieurs. De 1990 à 1993, les échanges intra-MERCOSUR ont plus que doublé<sup>2</sup>. Le MERCOSUR a retenu l'attention de nombreux investisseurs étrangers attirés par les possibilités qu'offre un grand marché unifié en Amérique du Sud.

Le MERCOSUR n'est pas uniquement une union économique. L'accord offre aux gouvernements du Cône sud un moyen de transcender leurs vieilles rivalités politiques afin de renforcer leurs relations par une collaboration économique directe. Certains des membres espèrent que le MERCOSUR ouvrira la voie, au-delà du traité d'Asunción, à la création d'une entité politique regroupant les États membres du marché commun.

Mais des doutes subsistent, et il reste encore bien des points à régler. Pendant la période de transition vers l'entrée en vigueur du MERCOSUR, des personnes influentes en Argentine ont déclaré estimer qu'il ne serait pas dans l'intérêt de leur pays d'adhérer au MERCOSUR dans sa forme actuelle compte tenu des disparités économiques entre le Brésil et l'Argentine et des problèmes que poserait la coordination de la politique économique. Jorge Blanco, président de l'Unión Industrial Argentina, a fait valoir dans une lettre adressée au ministre argentin de l'Économie en décembre 1993, qu'il serait impossible d'atteindre l'objectif du libre-échange et de la juste concurrence à l'échelle régionale du fait que :

L'industrie brésilienne bénéficie de réductions sur le prix de l'électricité et d'autres stimulants fiscaux, paie bon marché les matières premières que lui vendent les fournisseurs publics, et obtient des grandes banques le financement à long terme de ses exportations de biens d'équipement à des taux inférieurs à ceux du marché<sup>3</sup>.

Jorge Vilches, chroniqueur au *El Cronista*, le grand journal économique et d'affaires en Argentine, a écrit en novembre 1994 un article paru dans le *Wall Street Journal* :

Aussi favorable au Brésil que puisse paraître la conjoncture actuelle, il ne faut pas s'y méprendre. Le Brésil est toujours un géant malade aux prises avec une épouvantable bureaucratie, de graves tiraillements politiques intérieurs et vivant sous la menace bien réelle de se retrouver plongé dans l'hyperinflation. Le pays ne possède ni la stabilité, ni les techniques de pointe les plus répandues, ni la capacité de faire d'énormes investissements en capital, ni les marchés de classe moyenne qui lui permettraient de devenir le centre dont tout bloc

---

<sup>2</sup> À partir de données de l'ALADI dans C. William Robinson, *Mercosul What It Is, What It Does*, (ambassade du Canada à Brasília, 6 avril 1995), p. 3. L'acronyme du marché commun du Cône sud est MERCOSUL en portugais, et MERCOSUR en espagnol.

<sup>3</sup> Richard Kessler, "Argentine Industry Seeking Delay in South America Free Trade", *Journal of Commerce*, 2 décembre 1993, p. 4A.